

Sébastien BERNARD
Professeur des Universités en Droit public



FORMATION UNIVERSITAIRE

- 2002 **Agrégation de Droit public.**
- 2000 **Doctorat de Droit public.** Université Pierre Mendès France - Grenoble II.
Sujet de thèse : *La recherche de la rentabilité des activités publiques et le droit administratif.*
Thèse soutenue le 5 juillet 2000. Mention Très Honorable, félicitations du jury à l'unanimité.
- 1997 **D.E.A. de Sécurité internationale et Défense** - Universités Grenoble II et Lyon III.
- 1996 **D.E.A. de Droit public fondamental, option droit interne** - Université Grenoble II.
- 1995 **Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble** - Section Service public.

CARRIERE UNIVERSITAIRE

Depuis Sept. 02 **Professeur des Universités** à la Faculté de Droit de Grenoble (Université Pierre Mendès France - Grenoble II puis Université Grenoble Alpes).

Cours dispensés :

- Droit du secteur public local (2^{ème} année de master).
- Histoire de la vie politique sous la Cinquième République (Collège de Droit).
- Droit public économique (en 2^{ème} année de master, en 3^{ème} année de Licence et l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble) de 2002 à 2013.
- Droit administratif (2^{ème} année de Licence) de 2003 à 2011.
- Enseignements de méthodologie pour les épreuves écrites et orales (1^{ère} et 2^{ème} années de master) de 2002 à 2013.
- Droit public de la concurrence (3^{ème} année de Licence Droit-Langues) de 2009 à 2011.
- Droit des services publics (1^{ère} année de master) de 2004 à 2010.
- Introduction à la science politique (1^{ère} année de Licence) de 2002 à 2004.
- Droit constitutionnel (en 1^{ère} année de Licence, DEA et à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble) de 2002 à 2005.
- Droit constitutionnel comparé (en 1^{ère} année de master) de 2004 à 2006.

- 2001-2002 **Maître de conférences** à la Faculté de Droit de Grenoble (Université Pierre Mendès France - Grenoble II).
Chargé de cours de droit constitutionnel et d'introduction à la science politique (1^{ère} année de Licence et 1^{ère} année de Capacité).
- 2000-2001 **Assistant de recherche au titre du service national** à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) comme scientifique du contingent.
Vacataire à la Faculté de Droit de Valence.
Chargé d'un cours de droit administratif spécial (2^{ème} année de capacité).
- 1999-2000 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche** à la Faculté de Droit de Grenoble.
Chargé de travaux dirigés en droit administratif, droit public économique et droit administratif des biens.
- 1997-1999 **Allocataire - Moniteur de droit public** à la Faculté de Droit de Grenoble.
Chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel et droit administratif.
- 1996-1997 **Allocataire de recherche et vacataire** à la Faculté de Droit de Grenoble.
Chargé de travaux dirigés en droit administratif.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Membre du CESER (Conseil Economique Social et Environnemental Régional) de la Région Rhône-Alpes-Auvergne, depuis 2013.

Membre du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes, depuis janvier 2016.

Au sein de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble II :

- Président de l'Université Pierre Mendès - Grenoble II (2012-2015).
- Membre du Conseil de l'Ecole doctorale Sciences Juridiques (2003-2012).
- Membre du Conseil scientifique (2007-2008).
- Membre du Conseil d'administration (2003-2007).
- Rapporteur puis président de la Section disciplinaire (2003-2007).
- Membre de la Commission des spécialistes de droit public (2004-2008).

Au sein de la Faculté de Droit de Grenoble :

- Doyen de la Faculté de Droit (2008-2012).
- Vice-Doyen de la Faculté de Droit, chargé de la formation et des affaires pédagogiques (2006-2008).
- Président de la Section de Droit public (2004-2008).
- Membre du Conseil de la Faculté (depuis 2003).

Membre du Conseil National du Droit, représentant de la Conférence des Présidents d'Universités (2012-2015).

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Directeur du Centre de Recherches Juridiques (EA 1965), de 2003 à 2008.

Création et direction du GRDPE (Groupe de Recherches en Droit Public Economique) équipe de recherche abritée par le CRJ (2002-2008).

Expertises nationales et internationales :

- pour le HCERES (Haut Conseil de l'Evaluation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche), depuis janvier 2016 (sections des unités de recherche et des établissements).
- pour l'ANRT (Association Nationale de la Recherche et de la Technologie), depuis décembre 2007.
- pour le FQRSC (Fonds Québécois de la Recherche sur la Société et la Culture), depuis janvier 2008.

Direction de thèses :

- « Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence ». Thèse (débutée en septembre 2003 et soutenue le 5 décembre 2007) d'Aurélien Antoine (qualifié puis recruté maître de conférences à l'Université de Clermont-Ferrand).
- « L'application du principe d'impartialité aux juridictions administratives spécialisées ». Thèse (débutée en septembre 2004 et soutenue le 12 novembre 2008) d'Aude Thevand (qualifiée aux fonctions de maître de conférences).
- « Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales ». Thèse (débutée en septembre 2005 et soutenue le 18 novembre 2010) de Sébastien Brameret (qualifié puis recruté maître de conférences à l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2).
- « Le juge national et le droit communautaire des aides ». Thèse (débutée en septembre 2007 et soutenue le 4 juillet 2013) de Denis Jouve (qualifié puis recruté maître de conférences à l'Université de Reims).
- « Les collectivités publiques et le défaut d'entreprise ». Alexandre Loiodice, Doctorant contractuel (Thèse débutée en octobre 2012).

Participation à des jurys de thèses : Participation à une dizaine de jurys de thèse en droit administratif.

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Directeur du master « Droit public des affaires et collectivités territoriales » (depuis 2004).

Direction pédagogique de la Licence en Droit (2006-2008).

Responsable de la 1^{ère} année de master de Droit public (2004-2008).

Formations pour les chargés de travaux dirigés à l'apprentissage de la méthode de la dissertation et du commentaire d'arrêt - Ecole doctorale Sciences Juridiques (2003-2005).

Membre du jury du CAPA (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat de Grenoble) (2003-2006).

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Ouvrages :

Droit public économique - LexisNexis, coll. « Objectif Droit », 2013, 171 p.

La recherche de la rentabilité des activités publiques et le droit administratif - LGDJ, « Bibliothèque de droit public », Tome 218, 2001, 378 p.

Articles ou Chapitres d'ouvrages :

Chronique sur le secteur public national, JCP Administrations et Collectivités Territoriales, 2016, n° 19, p. 33 et suiv.

L'eupéanisation du secteur public français - in Kada (N) Dir. « Mélanges en l'honneur du Professeur Henri Oberdorff », LGDJ, 2015, p. 139 et suiv.

Les Tribunaux Administratifs et leurs relations avec l'Université - in Bioy (X) et al. Dir. « L'identité des tribunaux administratifs » - LGDJ, 2014, p. 281 et suiv.

Des compagnies privées à la Société nationale des chemins de fer français - in Videlin (J-C) Dir. « Les mutations de l'activité ferroviaire. Aspects juridiques » - LexisNexis, 2013, p. 17 et suiv.

L'Etat-actionnaire et l'idée de partenariat public-privé institutionnalisé, JCP Administrations et Collectivités Territoriales, 2011, n° 51-52, Et. 2399.

Réflexions sur l'apport de la création de la société publique locale au droit des entreprises publiques, Revue de Droit Public, 2011, n° 3, p. 587 et suiv.

Le Groupement d'Intérêt Public à l'abri de la commande publique et de la liberté du commerce et de l'industrie ?, Revue Juridique de l'Economie Publique, avril 2011, p. 29 et suiv.

Privatisation des entreprises publiques, Jurisclasseur « Propriétés publiques », Fascicule n° 80, 2011.

Nationalisation, Jurisclasseur « Propriétés publiques », Fascicule n° 26, 2011.

L'actionnariat public et la crise - Revue Française de Droit Administratif - juillet-août 2010, pp. 756-759.

Constitution et privatisation : sur l'existence de limites constitutionnelles au transfert au secteur privé - in « Les Métamorphoses du Droit - Hommage à Jean-Marie Rainaud » - L'Harmattan, 2009, pp. 121-136.

Intérêt public local et concurrence - in Kada (N) Dir. « L'intérêt public local. Regards croisés sur une notion juridique incertaine » - PUG, 2009, pp. 44-49.

Réformes des diplômes et taux de réussite : une approche statistique - in « De l'Ecole de Droit à la Faculté de Droit de Grenoble (1806-2006). Héritage historique et enjeux contemporains » - PUG, 2007, pp. 227-233.

La puissance publique et le droit de la concurrence - in Lukaszewicz (B), Oberdorff (H) Dir. « Le juge administratif et l'Europe : le dialogue des juges. Actes du colloque du 50^{ème} anniversaire des tribunaux administratifs » - Presses Universitaires de Grenoble, 2004, pp. 179-189.

L'accès du public aux biens ruraux face au droit - en collab., in Perrier-Cornet (P) Dir. « A qui appartient l'espace rural ? », Editions de l'aube & DATAR, 2002, pp. 25-47.

La commission mixte paritaire - Revue Française de Droit Constitutionnel - 2001, n° 47, pp. 454-478.

Le désengagement de l'Etat de l'industrie d'armement en France - Arès - 1999, n° 42, pp. 11-32.

Les pratiques constitutionnelles sous la présidence Mitterrand - Revue Juridique d'Auvergne (Annales de Clermont-Ferrand) - 1997, vol. 1, pp. 65-123.

Communications :

La réforme territoriale et l'agriculture - Conférence au congrès de l'AGPM (Toulouse, 16 novembre 2015).

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Conférence aux « Rencontres prospective » du Conseil économique, social et environnemental régional (Lyon, 8 avril 2014).

Les Tribunaux Administratifs et l'Université - Communication au colloque « L'identité des tribunaux administratifs » - Université Toulouse 1 Capitole, 29 octobre 2013.

De la justice au sentiment du juste : à quoi sert la justice ? - Rencontres philosophiques d'Uriage « La justice aux sources du juste », 15 octobre 2011.

L'Etat - actionnaire et l'idée de partenariat public - privé institutionnalisé, Communication au colloque "les partenariats public - privé" - Grenoble, 8 avril 2011.

L'actionnariat public et la crise - Communication au colloque « Le droit public économique face à la crise économique » - Grenoble, 26 février 2010. ***La décentralisation : mérites et limites de l'expérience française*** - Conférence à l'Université Senghor d'Alexandrie - novembre 2009.

L'Etat et la crise - Conférence à la section francophone de droit de l'Université d'Alexandrie - novembre 2009.

Le perfectionnement du contrôle des pouvoirs publics : à propos de quelques évolutions récentes concernant les juges constitutionnel et administratif français - Conférence à la section francophone de droit de l'Université d'Alexandrie - novembre 2009.

Intérêt public local et concurrence - Communication au colloque « L'intérêt public local. Regards croisés sur une notion juridique incertaine » - Grenoble, 9 juin 2008.

Les structures universitaires : état des lieux et perspectives - Conférence dans le cadre des formations du collège doctoral de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble II - 7 juin 2007 et 16 septembre 2008.

L'action publique et les libertés économiques fondamentales - Séminaire à l'Institut de droit des affaires internationales de l'Université du Caire - février 2007.

Décentralisation et développement économique - Séminaire à l'Université Mohammed V - Agdal de Rabat - octobre 2006.

Les activités publiques locales à l'épreuve du droit de la concurrence et du droit de la consommation - Séminaire organisé par les Barreaux de Grenoble et Valence - Juin 2006.

Réformes des diplômes et taux de réussite : une approche statistique - Communication au colloque « De l'Ecole de Droit à la Faculté de Droit de Grenoble (1806-2006). Héritage historique et enjeux contemporains - 7 avril 2006.

Les personnes publiques et le droit de la concurrence - Conférence à l'Institut de droit des affaires internationales de l'Université du Caire - 1^{er} mars 2006.

La réforme de la politique communautaire des aides d'Etat - Intervention devant le Groupe de Recherches de Droit Public Economique - Grenoble, 24 janvier 2006.

Le « 12 » et la concurrence entre opérateurs des télécommunications (Commentaire C.E. 25 juin 2004, Sociétés Scoot France et Conecta) - Intervention devant le Groupe de Recherches de Droit Public Economique - Grenoble, 18 mars 2005.

Faut-il craindre un gouvernement des juges administratifs ? - Communication au colloque « Justice et Constitution » organisé par l'Université Libanaise à Beyrouth - 25 et 26 novembre 2004.

La puissance publique et le droit de la concurrence - Communication au colloque du 50^{ème} anniversaire des tribunaux administratifs - Grenoble, 12 mars 2004.

Observations sur le rapport du Conseil d'Etat « Collectivités publiques et concurrence » - Intervention devant le Groupe de Recherches de Droit Public Economique - Grenoble, 2 avril 2003.

Le rapport Barbier de la Serre sur l'Etat actionnaire et le gouvernement des entreprises publiques - Intervention devant le Groupe de Recherches de Droit Public Economique - Grenoble, 26 mars 2003.

